

juillet 2017

veille économique agricole

CERFRANCE 

LETTRE N° 48

01 Viande bovine

02 Herbe

03 Lait

04 Porc

05 Europe

édito

Gérer ses risques : ne pas tout attendre de la PAC.



Philippe BOULET
phboulet@cn.cerfrance.fr

La pression budgétaire sur la PAC pour la période 2020-2026 est sans précédent. Quelles qu'en soient les orientations, l'équation proposée oscille entre diminution du budget avec préservation du caractère « Commun » et co-financement national pour préserver l'ambition « Politique ». Pour accorder les contraires, nous pourrions assister à une sorte de mercato : transfert du verdissement d'un pilier à l'autre, du soutien à l'investissement vers la politique de cohésion par exemple.

En attendant, la dernière révision omnibus de l'actuelle PAC se profile. Parmi les mesures dites de simplification pourraient figurer l'assouplissement du seuil de déclenchement de l'assurance récolte à 20 % de taux de perte de rendement au lieu des 30 % actuels.

Il est vrai que l'imprévisibilité (grandissante) de la météo à laquelle s'ajoute celle des cours devient le stress majeur pour les exploitants, plus pesant que celui de l'engagement financier à moyen terme lors d'investissements. Elle peut même dans certains cas être dévastatrice. A ce titre il faut bien organiser collectivement des réponses. L'assurance récolte en fait partie, mais pas seule. Trois démarches complémentaires et ajustables par chaque exploitant sont concernées : l'épargne pour amortir l'impact en premier niveau, l'assurance pour ne pas sombrer, et l'équilibre du système d'exploitation pour moins subir grâce aux synergies internes ou externes et à la diversification des risques.

Les propositions discutées concernent les deux premières démarches : des mesures nationales pour l'épargne au travers de la fiscalité, encore très timide en France ; des mesures européennes pour l'assurance. Pourtant prendre le risque de faire évoluer le système de production pour atténuer son exposition globale c'est aussi prendre sa chance de créer une valeur ajoutée supplémentaire, le meilleur remède aux restrictions budgétaires.

C'est certainement le volet le plus difficile à conduire parce qu'il nécessite du temps pour les changements d'équilibres à l'échelle de l'exploitation. Cela milite d'autant plus pour qu'on initie le mouvement le plus tôt possible. Pour être à l'heure du rendez-vous de la future PAC, qui au vu des calendriers politiques pourrait ne commencer qu'en 2022, il reste deux à trois décisions d'importance à prendre pour chacun.

01.

Viande bovine

Quatre exploitants sur dix ont cependant fait le choix de bouleverser leur conduite d'exploitation.

Entreprendre le changement en viande bovine

Entreprendre le changement, voilà le véritable défi à relever au sein des exploitations allaitantes où indépendance, traditions et habitudes restent fortement ancrées! Sensibiliser les éleveurs à la mutation du marché, aux faibles performances économiques, à la progression continue des charges de structure est essentiel pour amorcer une réflexion sur les orientations stratégiques à adopter afin d'améliorer la rentabilité et relever les enjeux de compétitivité.

La tendance: les résultats baissent, la capitalisation progresse

En regardant l'évolution de 2500 exploitations allaitantes spécialisées entre 2012 et 2015, le constat est sans appel: le résultat courant par unité de main-d'œuvre s'érode de 20% sur 4 ans pour atteindre un niveau moyen de 13 400 €/UTH. Paradoxalement, la marge brute des élevages s'est améliorée de l'ordre de 50 €/UGB sur la même période, portée par des prix d'animaux en hausse et une baisse du coût alimentaire. La croissance annuelle des charges de structure de l'ordre de 2% consomme les gains économiques et reflète une politique d'investissement souvent déconnectée du potentiel financier des entreprises. Ainsi, les structures allaitantes poursuivent leur capitalisation pour atteindre un niveau d'actif par UTH de 350 000 €, avec un délai de retour sur investissement de 13 ans. Enrayer cette tendance est un véritable challenge lancé

aux éleveurs car, avant tout changement, il faut prendre conscience qu'il existe un décalage entre les objectifs visés (temps de travail, revenu, marché...) et les moyens mis en œuvre (investissement, choix technique, optimisation des aides...). Quatre exploitants sur dix ont cependant fait le choix de bouleverser leur conduite d'exploitation, par de la croissance ou par une évolution de leurs systèmes productifs. Le décryptage de ces trajectoires montre qu'elles sont multiples et indépendantes du système de production, du mode de conduite ou de la zone géographique. Trois grands profils de fonctionnement se dégagent, l'économe, le productif et le valorisateur.



80 UGB/UTH délimitent aujourd'hui les classes d'efficience.

Définir un cap parmi des caps

Pour aller vers des systèmes plus économes-autonomes, deux chemins différents ont été choisis:







Pour certains, les modifications se sont portées **sur la simplification de la conduite** du cheptel avec une gamme d'animaux plus légers. Cette évolution s'accompagne d'une baisse significative du coût alimentaire et du coût de la surface fourragère. Cette trajectoire s'adapte bien à des zones à plus faible potentiel agronomique mais nécessite d'atteindre une taille de cheptel suffisante (au moins 100 UGB/UTH) pour permettre à l'éleveur d'améliorer son revenu.

Toujours dans une logique d'économie de charge, d'autres éleveurs ont fait le choix d'optimiser l'utilisation de leur assolement en faisant de **l'herbe un levier de compétitivité**. Aujourd'hui, travailler sur le potentiel du sol et notamment sur la production herbagère s'avère être un levier efficace pour réduire le coût des intrants. Les entreprises les plus efficaces, quel que soit le bassin de production, ont un chargement de 0,1

à 0,2 UGB/ha plus élevé que la moyenne de la région... de quoi réfléchir à un système fourrager plus optimisé en quantité et en qualité.

Le schéma « productif » qui consiste à saturer le facteur main-d'œuvre est un levier économique puissant dans les exploitations allaitantes. Plus de la moitié des entreprises spécialisées détiennent aujourd'hui moins de 90 UGB par unité de main-d'œuvre, proportion qui devient significative dans les bassins « limousins » et « rustiques du massif central ». Or, les résultats ont clairement démontré que le seuil plancher de 80 UGB/UTH délimite aujourd'hui les classes d'efficience. **Conquérir la productivité du travail** fera partie des enjeux de demain dans les entreprises allaitantes. Les marges de manœuvre en termes d'économie d'échelle sont réelles, les capitaux engagés à l'UGB diminuant de 4000 à 3200 €/UGB en parallèle de la croissance des cheptels. A contrario, ce schéma renforce les problématiques de transmission avec une augmentation significative de l'actif par UTH et suppose de bien piloter le financement de la hausse du Besoin en Fonds de Roulement.

Des trajectoires différentes pour quelle efficience ?

Valeur Ajoutée/ UTH	Baisse sur le facteur travail et le sol	Réduire les coûts et produire des animaux légers	Engraisser les femelles dans un système extensif	Plus intensif sur la conduite du sol	Intensif SFP et plus engraissement	Forte croissance de la productivité du travail
2012	11 500 €	3 500 €	6 300 €	4 700 €	17 900 €	5 100 €
2015	200 €	4 500 €	9 700 €	11 900 €	19 200 €	29 110 €
Facteurs clés	 Un chemin à éviter	 Productivité par UTH élevée	 Des facteurs de production non saturés	 Autonomie alimentaire	 Excellente maîtrise technique	 Capacité financière

Source : Analyse Cerfrance sur 2500 exploitations.

Avoir une vision à long terme de l'entreprise.

16% des éleveurs de bovin viande ont fait le choix de travailler la finition de leurs animaux **afin de capter plus de valeur ajoutée**. Ce choix, s'il est mené en partenariat avec des opérateurs filières, permet une meilleure valorisation des animaux notamment sur la voie femelle. Peu de naisseurs se lancent dans cette trajectoire, elle est majoritairement choisie par des exploitants qui pratiquaient déjà un peu d'engraissement et qui souhaitent renforcer cette position. Aujourd'hui, seuls les systèmes déjà efficaces, où les ressources fourragères et la capacité d'accueil des bâtiments sont existantes, optimisent leurs résultats économiques. Nous sommes face à un enjeu filière important pour démocratiser une option en phase avec le marché mais complexe à maîtriser techniquement.

Optimiser l'existant reste le premier facteur de réussite

Pour réussir, quel que soit le chemin choisi, il faut être économiquement efficace: viser 20% de valeur ajoutée/produit en système naisseur et 15% en système naisseur engraisseur. Pour atteindre cet objectif, la cohérence entre les charges engagées et le produit généré doit être de mise. La maîtrise technique de l'atelier est également un socle primordial dans la construction des résultats, même si le poids des subventions

notamment dans les systèmes naisseurs masque parfois son importance. La gestion de la reproduction reste un facteur déterminant entre les exploitations les plus performantes et celles qui le sont moins. Produire un veau par vache et par an, gérer un taux de renouvellement suffisant pour trier les animaux improductifs sont des leviers d'amélioration à activer.

Engager une réflexion sur la restructuration des entreprises allaitantes passera par 3 étapes clés:

- 1-** Prendre conscience des évolutions macro-économiques en cours ou à venir en termes de marchés, de politiques publiques.
- 2-** Identifier parmi les ressources déjà présentes sur l'exploitation celles dont l'utilisation est sous-optimisée. Saturer un ou plusieurs facteurs de production, à savoir la terre, les bâtiments ou la main-d'œuvre, est gage de performance.
- 3-** Avoir une vision à long terme de l'entreprise qui intègre des objectifs personnels et professionnels clairs en matière de revenu et de travail.

L'efficacité des systèmes « viande » reposera sur des combinaisons multiples entre ces quatre facteurs: productivité du travail, coût de production, optimisation de la ressource herbagère et l'équilibre offre-demande. La cohérence des choix restera le facteur déterminant dans l'expression de la réussite.



Nathalie VELAY
nvelay@alliancemassifcentral.cerfrance.fr

02. Herbe

Le levier économique le plus puissant reste l'optimisation du pâturage.

Plaidoyer pour la culture de l'herbe

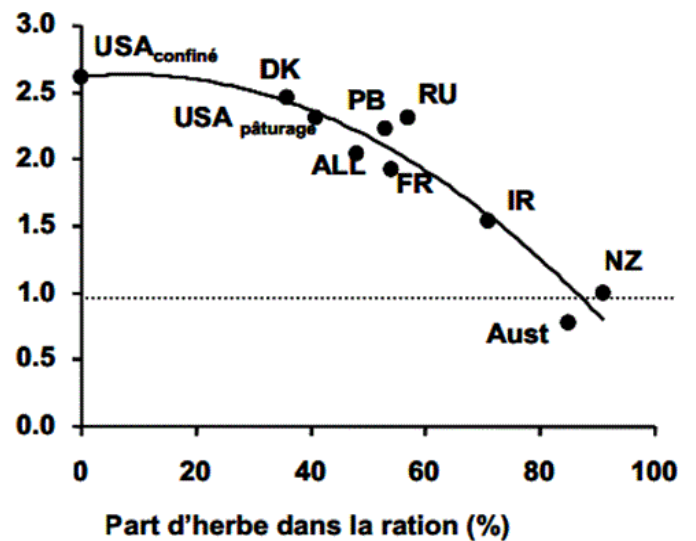
La productivité de l'herbe prônée par André Voisin dans les années soixante, connaît un dépoussiérage récent avec le retour en force du pâturage tournant dynamique, du fauchage précoce, des mélanges de prairies... Si la presse spécialisée et les organismes techniques ne tarissent pas d'éloges sur ces « nouvelles » pratiques l'engouement des agriculteurs sur le terrain reste modéré, et pourtant ce ne sont pas les arguments qui manquent pour les convaincre à s'intéresser vivement à ce sujet!

L'herbe: un levier pour renforcer la compétitivité

Le modèle de développement de la production agricole par le recours aux intrants extérieurs a pris « du plomb dans l'aile » depuis quelques années. Si ce schéma a porté ses fruits pendant des décennies, l'accentuation de la volatilité des matières premières et l'enjeu de compétitivité nécessitent aujourd'hui de réfléchir à des modèles plus économiques sur les charges sans en altérer les performances techniques.

Produire à moindre coût est une nécessité pour les agriculteurs afin de maximiser leur revenu et produire dans un contexte concurrentiel où la captation des marchés dépend aussi de la capacité à fournir des produits compétitifs. L'optimisation de la ressource herbagère peut contribuer à atteindre cet objectif. Plusieurs leviers existent pour renforcer l'autonomie fourragère, réduire les achats d'aliments, baisser les coûts de fertilisation ou d'utilisation

Coût de production (relatif à NZ)



Source: coût de production (exprimé en relatif aux coûts néo-zélandais) pour la production de lait en fonction de la part d'herbe pâturée dans la ration annuelle des vaches (Dillon et al. 2008) Paturesens.com

de produits phytosanitaires... Pour cela, les agriculteurs peuvent travailler sur la qualité des fourrages récoltés en ajustant la date de récolte au stade de pousse de l'herbe, en choisissant des mélanges de prairies en adéquation avec le type de sol, etc.

Mais le levier économique le plus puissant reste l'optimisation du pâturage. D'une part parce que l'herbe pâturée coûte peu cher à produire, environ 15 à 30 € par tonne de matière sèche, soit deux fois moins que des fourrages récoltés. D'autre part, parce qu'elle est souvent gaspillée par un chargement animal sous-optimum sur les parcelles. Une gestion plus ajustée des prairies permet d'augmenter le potentiel de production du sol et de maximiser les apports de la ration de base par une plus grande qualité des fourrages qu'ils soient sur pied ou secs.

« Aujourd’hui, c’est moi qui gère l’herbe, avant c’était les vaches... »

L’agriculteur au cœur de son système de production

Il serait réducteur de limiter les leviers pour optimiser la production herbagère à l’utilisation de quelques méthodes techniques.

L’expression du potentiel technique et économique de l’herbe demande d’intégrer une réflexion globale de son système de production en reposant des objectifs clairs sur la conduite animale et végétale. L’agriculteur doit devenir un véritable acteur dans la gestion de son assolement, comme le rappelait un producteur allaitant de l’Allier qui a mis en place le pâturage tournant. « Aujourd’hui, c’est moi qui gère l’herbe, avant c’était les vaches... ». Plusieurs compétences sont à mettre en œuvre pour réussir : savoir planifier et anticiper son système fourrager annuel, savoir réajuster en permanence l’équilibre fauche/pâturage selon les conditions météo, l’état des prairies... modifier ses repères, se former pour ne plus être guidé par ses anciens réflexes comme gérer le pâturage selon le niveau du tank, ou encore faucher tardivement pour garantir le rendement...

L’herbe, la ressource qui ré-« concilie » enjeux économiques, sociétaux et environnementaux

Au-delà de l’intérêt économique, la culture de l’herbe pourrait bien être un atout face à une demande sociétale grandissante d’un « greenwashing agricole » et aux exigences environnementales à venir. La présence de prairies dans les territoires contribue à une meilleure gestion de la qualité des eaux, rééquilibre le bilan des émissions de gaz à effet de serre par le stockage du carbone dans le sol, participe à la biodiversité par une flore variée. Face à ces enjeux, les politiques publiques commencent à encourager le développement de ces pratiques à l’image de certaines MAE. D’autres initiatives vont plus loin pour sensibiliser les agriculteurs à l’agronomie en les intégrant dans un cercle vertueux d’observation de leurs pratiques, d’échanges entre pairs, afin d’être initiés à une démarche d’auto-apprentissage liant diagnostic et résolution de problèmes. C’est l’ambition que porte le projet suisse « Biodivsol » et qui propose aux agriculteurs de percevoir une aide selon le taux d’humus présent dans le sol ! Présage d’une évolution sur la manière dont les subventions pourraient être attribuées demain...



Nathalie VELAY
nvelay@alliancemaisscentral.cerfrance.fr

03. Lait

Lait de vache : quels leviers pour les producteurs en prise avec un environnement chahuté ?

Finie l'embellie annoncée fin 2016... Les stocks de poudre qui sommeillent dans les frigos européens trouvent difficilement preneur. Face à certains transformateurs qui affichent des résultats d'exploitation 2016 en progression sensible, les GMS ont eu beau jeu de peser dans leur bras de fer historique face aux industriels...

Nombre de transformateurs ont fait valoir un prix de référence pour avril et mai sous la barre symbolique des 300 € aux 1000 litres!

Dans une « aire de jeu » aux multiples facettes, place à un décryptage en règle au cœur des marchés laitiers.

Alors qu'une amélioration conjoncturelle était annoncée fin 2016, force est de constater que les mois à venir se compliquent. Si l'on doit retenir un « coupable », gageons que la montagne de poudre de lait européenne, non solvable à l'heure actuelle, pèse lourdement.

La présente note d'analyse en lait conventionnel croise plusieurs angles :

- Un point de conjoncture partagé au sein du réseau Cerfrance,
- La confrontation de propos de divers analystes,
- Les annonces de certains groupes laitiers suite aux âpres négociations de fin février avec les GMS.

La montagne de poudre de lait européenne, non solvable à l'heure actuelle, pèse lourdement.

L'objectif étant d'esquisser quelques alternatives après avoir pris soin de cerner de près les facteurs déterminants au cœur d'un environnement grandement chahuté depuis la fin des quotas.

CONSTATER : Une conjoncture 2017 en demi-teinte

Et1, et2, et3! Et oui, trois ans déjà que les marchés se sont retournés, au sortir il est vrai, d'une conjoncture 2014 fort appréciée et rarement égalée au cours des vingt dernières années...

Au terme du premier semestre 2017, deux « vents contraires » structurent la dynamique des marchés laitiers :

- La matière grasse tire les prix à la hausse, avec un indice Fonterra¹ excédant les 5500 \$ la tonne. On frôle des records avec une demande non satisfaite. La demande a littéralement été boostée. Une enseigne comme Mc Donald's est allée jusqu'à retirer les matières grasses végétales de ses hamburgers au profit des matières grasses animales,
- Par contre, le marché reste durablement excédentaire en poudre de lait écrémé. Et rien n'invite à l'optimisme. D'un côté, l'Europe a sur les bras un stock de 350 000 tonnes de poudre, ayant dû renoncer à écouler une première tranche dont elle n'a pas trouvé preneur fin 2016. De l'autre, elle a rouvert un contingent de 109 000 tonnes, début 2017.

A savoir :

Avec 1000 litres de lait, on fabrique 45 kg de beurre... et, en parallèle, 94 kg de poudre de lait 0%!

1. Quasi-unique transformateur de lait en Nouvelle Zélande dont les enchères reflètent assez bien la météo des marchés laitiers mondiaux.

La dispersion de la compétitivité s'exprime dans une fourchette dépassant les 80 à 100 € aux 1000 litres, quel que soit le bassin laitier considéré!

COMPRENDRE: Une « famille laitière » désunie

Chaque année à la même époque (fin février), transformateurs et GMS se donnent rendez-vous à l'heure des négociations sur les marques. Négociations qui, une fois de plus, se sont déroulées dans un climat détestable, franchement hostile!

Reconnaissons que les GMS ont eu beau jeu de peser dans le bras de fer qui les oppose à des transformateurs qui affichent un « état de santé » 2016 confortable pour nombre d'entre eux.

Bien sûr, il ne s'agit pas de jeter le dévolu sur qui que ce soit, juste d'entendre des éleveurs qui peuvent ne pas supporter une telle situation qui, pour le moins, les indispose.



+ À savoir:

Seules les marques, soit environ 25% des produits laitiers, sont concernées par les négociations de fin février. Celles ayant trait aux 1^{ers} prix et MDD (Marques de distributeurs) se déroulent, quant à elles, au fil de l'eau.

RECHERCHER: Des repères de compétitivité des producteurs laitiers français

Pour percevoir les pistes de progrès, le réseau Cerfrance s'est doté d'un observatoire de la compétitivité des producteurs laitiers dans un certain nombre de bassins représentatifs (zones laitières spécialisées, régions intermédiaires, montagne).

Un double constat:

- En moyenne, il aura manqué de 40 € à plus de 100 € pour couvrir une rémunération à hauteur de 1,5 SMIC,
- Au-delà des valeurs moyennes par grande région, l'analyse nous montre, année après année, que la dispersion de la compétitivité s'exprime dans une fourchette dépassant les 80 à 100 € aux 1000 litres, quel que soit le bassin laitier considéré!

En d'autres termes, certains producteurs français dégagent 1,5 SMIC à partir de 350 € lorsque d'autres n'y parviennent pas à 450 €.

Une situation pour le moins contrastée, et qui interroge fortement en termes de compétitivité.

ANALYSER: Ne pas perdre de vue que le pouvoir a bel et bien changé de main!

Si la fin des quotas résonne dans toutes les têtes comme la liberté de produire, elle ne doit pas faire oublier un changement de pouvoir majeur. Pouvoir qui est instantanément passé de la main des pouvoirs *publics* (au travers du pilotage

Nous sommes les seuls en Europe à nous émouvoir d'une ferme des 1000 vaches!

DDT, mais aussi du lien au foncier) à celle des transformateurs.

Ainsi, la fin des quotas laitiers aura sonné la fin du « partage forcé » au sein de la famille européenne des volumes (jadis contrainte via des contingents par pays), faisant place à la **liberté d'entreprendre** et à **la conquête des parts de marché**.

Naturellement, émergent des voisins très entreprenants! Aux premiers rangs desquels, on compte l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas.

Désormais, la France évolue dans un monde ouvert et, faute d'afficher un projet laitier national clair et déterminé à l'instar de l'Irlande et des Pays Bas entre autres, ce sont désormais des **laiteries aux stratégies différenciées et en ordre dispersé qui orchestrent le volume à 10 ans de la « ferme France »**.

Quelques facteurs influent sur ces stratégies:

- l'arbitrage de grands groupes entre leurs parts respectives de lait français, européen et extra européen,
- la priorisation du segment de marché et de la valorisation produit sur le volume transformé et collecté,
- l'évolution du mix produit,
- les avantages comparatifs des producteurs français par bassin par rapport à leurs collègues européens.

A toutes les strates de la filière, la question de la compétitivité est posée:

- Quelle marge de progression, compte tenu de la concurrence en l'état, quand bien même elle peut être biaisée par des écarts sociaux, fiscaux, environnementaux...?
- Quel regard sur des valeurs sociétales? Entre

autres, nous sommes les seuls en Europe à nous émouvoir d'une ferme des 1000 vaches!

Une question se pose: que veut la France laitière et que veulent les acteurs du lait à l'horizon 2025?

SE PROJETER: quels leviers?

Ce tour d'horizon peut sembler vaste, complexe, imparfait. **Il l'est!** Les **marchés laitiers sont désormais planétaires, volatils et mouvants**.

Notre regard doit se projeter dans ce nouveau contexte. Contexte terrain d'abord qui veut que les réalités des éleveurs soient extrêmement contrastées, en atteste la dispersion des prix de revient issus de notre observatoire en régions.

Plusieurs temps donc pour se projeter dans un projet:

Temps 1: tourné vers le porteur de projet

S'enquérir de la propre grille de lecture du porteur de projet. Comment vit-il, comprend-il, supporte-t-il (ou non) ce nouveau contexte fait de volatilité, de communication contradictoire au sein de la filière, mais également de nouvelles opportunités?

Qu'est-ce qui anime son désir d'entreprendre?

Temps 2: segment de marché, prix du lait - Faites vos jeux!

Une chose est d'admettre aisément que les éleveurs trouvent trop long le retour à des prix plus rémunérateurs. Une autre consiste à ne pas passer l'essentiel de l'énergie sur les perspectives de prix à 3 mois mais de savoir pour quel segment de marché on produit avec quel prix pivot tendanciel à 5 ans.

Réussir dans cet univers laitier 2020 pleinement ouvert aux stratégies offensives.

La volatilité est synonyme d'amplitude. Elle est le fruit d'une batterie de facteurs (géopolitiques, climatiques, sans oublier les avantages comparatifs ou les distorsions de concurrence). Une fois posé ce cadre, il faut s'empresse de souligner que les meilleurs « climatologues du prix du lait » ne pourront jamais prédire un prix tendanciel à 3 ans!

Fort de cette incertitude caractérisée, deux postures paraissent s'imposer :

- **réflexe N° 1:** Qu'annonce votre laiterie ?
- **réflexe N° 2:** Combien vous faut-il pour équilibrer ? Ouvrir la boîte à outils des pistes et des repères : trésorerie, prix d'équilibre, coût marginal ou optique gestion (prix de revient pluriannuel notamment).

Temps 3 : concevoir, structurer

C'est d'abord respecter et assouvir les motivations du porteur de projet.

Au risque de paraître schématique, deux grands types de positionnement se font jour :

- une valorisation en lait conventionnel intensif et indifférencié pour lequel le prix de revient et la compétitivité aux 1000 litres seront déterminants au cœur d'une compétition européenne,

- ou une stratégie de différenciation avec respect d'un cahier des charges spécifique pour un projet basé sur la valeur ajoutée à l'unité produite et la durabilité (cas du Bio, de l'AOP).

Sans oublier l'association du service à la fonction de producteur (cas du circuit court) où la plus-value commerciale et relationnelle sera déterminante pour la réussite du projet.



Aborder ainsi les projets n'est pas synonyme d'encouragement à emprunter telle ou telle voie. Il s'agit de permettre aux éleveurs de dire ce qu'ils taisent parfois, de détecter ce qui fait SENS, ou non, pour eux afin d'entreprendre et de réussir dans cet univers laitier 2020 pleinement ouvert aux stratégies offensives.



Michel DEBERNARD
mdebernard@pch.cerfrance.fr

04. Porc

Les trésoreries des producteurs remontent.

Redémarrer les projets... sans précipitation !

Après plusieurs années de crises la filière porcine respire à nouveau. Les cours du porc se redressent dans un contexte de coût de l'alimentation animale moins élevé. Il faut d'urgence en profiter pour assainir les finances des entreprises et constituer une épargne de précaution. Il faut aussi recommencer à penser investissements, sans toutefois se précipiter pour ne pas perdre de vue les attentes de la société.

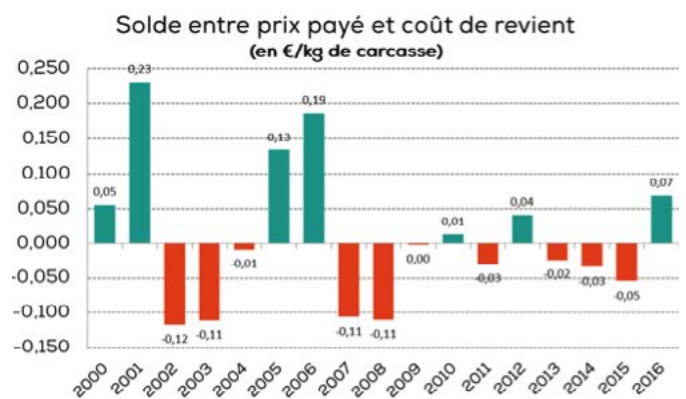
La conjoncture porcine est redevenue favorable. Trois raisons à cela: l'appel d'air de la Chine boostant nos exportations, la stabilisation de la production porcine européenne et un prix des matières premières végétales modéré. Si des incertitudes persistent quant à la durée de cet alignement des planètes, et même si la concurrence nord-américaine se durcit, les projections pour 2017 sont positives. Le prix du porc devrait dépasser celui de 2016 de 6 à 10% et le prix des céréales et protéines ne devrait pas trop augmenter au vu de leur disponibilité.

Les trésoreries des producteurs remontent enfin. Il était temps! Il faudra encore au minimum une à deux années d'une telle conjoncture pour redresser véritablement la barre.

Des trésoreries à renflouer

Au plus fort de la crise, en 2015-2016, la Trésorerie Nette Globale (TNG) des élevages Naisseur-Engraisseurs bretons a enregistré le plus bas niveau jamais atteint avec - 840 €/trurie

Entre 2007 et 2015, rupture du cycle de rentabilité



Source : CERFRANCE Bretagne

(-37 €/100 kg). Dans le Finistère, les trésoreries sont dégradées¹ dans 18% des élevages NE et très dégradées dans 42% des cas. En 2016, après presque 10 années de crise, le taux d'endettement moyen des élevages NE bretons atteint 75,5% contre 70% en 2007. Les dettes bancaires à court terme et ouvertures de crédit représentent 32,5% du total et celles réalisées auprès des fournisseurs sont importantes.

Le renversement de tendance s'est opéré au milieu de l'année 2016. La marge sur coût alimentaire, critère déterminant dans l'élevage porcin où l'alimentation animale représente 60% du coût de production, évolue très favorablement. Passée de 46 centimes d'€/kg net en 2015 à presque 56 ct en 2016, elle devrait atteindre 70 ct d'€/kg dès les clôtures du mois de juin. Les résultats des exploitations sont redevenus positifs en 2016, après 3 années déficitaires. En 2017, ils devraient se rapprocher voire dépasser ceux de 2006, dernière « bonne année porcine ».

1. Trésoreries dégradées: de -30 à -45 €/100 kg nets.
Trésoreries très dégradées: inférieures à -45 €/100 kg.

Les exigences de demain ne seront certainement pas celles d'aujourd'hui pour les maternités porcines.

Il faut en premier lieu en profiter pour assainir la situation financière de l'entreprise afin de réduire le coût d'un endettement court terme excessif. Vient ensuite la nécessité de se constituer une épargne de précaution car la volatilité des marchés agricoles s'est fortement accentuée depuis 2007. L'amélioration du prix du porc peut à tout moment se voir contrecarrée par une hausse du coût de l'alimentation animale.

Penser les investissements

On peut ensuite recommencer à envisager des investissements. Sur les 5 dernières années, la capacité d'autofinancement après rémunération de la main-d'œuvre et remboursement des engagements financiers, s'est révélée proche de zéro. Les bâtiments ont été entretenus à minima. Or en élevage porcin, les performances techniques de l'élevage sont en grande partie liées à l'état des installations.

L'amélioration de la conjoncture redonne des perspectives, encourage à sortir des tiroirs les projets mis de côté en attente de jours meilleurs. 210 € d'amortissements par truie en bâtiment et matériel d'élevage chez les naisseurs-engraisseurs du Finistère en 2015-2016, c'est bien peu au regard de la valeur d'un outil neuf².

Mais attention à bien réfléchir aux investissements à réaliser. De bonnes performances techniques et des conditions de travail satisfaisantes sont certes indispensables, mais il ne faut pas oublier non plus l'émergence extrêmement rapide des demandes sociétales européennes autour du bien-être animal. L'envolée de la demande asiatique en produits standards peut faire oublier cet aspect des choses. Or le

marché intérieur redevient vital à chaque fois que la concurrence se fait plus virulente sur les marchés extérieurs. En pleine crise porcine, il y a moins de deux ans, la problématique principale de la filière française consistait à convaincre le consommateur d'acheter français plutôt qu'espagnol. Le patriotisme alimentaire ne dure pas. Si le consommateur accepte pendant un certain laps de temps de se montrer solidaire vis-à-vis des producteurs nationaux, il exige rapidement des contreparties. La différenciation de nos produits doit rester un objectif majeur des éleveurs, en lien avec l'ensemble de la filière : groupements, abatteurs, transformateurs, distributeurs. Des cahiers des charges sont en cours d'élaboration à différents niveaux. Les chefs d'entreprise agricole doivent connaître les éléments techniques et la direction des débats avant d'engager tout investissement conséquent touchant en particulier aux conditions d'élevage des animaux. Les exigences de demain ne seront certainement pas celles d'aujourd'hui notamment pour les maternités porcines.

L'exemple des œufs de poules en cage est dans tous les esprits. Quel éleveur aurait mis aux normes ses bâtiments en 2012 s'il avait imaginé qu'en 2017 les opérateurs n'engageraient plus de nouveaux contrats pour ce type de production ? La filière porcine doit tirer les enseignements des expériences d'autres filières. Quant aux chefs d'entreprises, ils doivent, plus que jamais, faire preuve de vision stratégique.



Anne BRAS
abras@29.cerfrance.fr

2. Autour de 8000 €/truie pour une chaîne complète de bâtiments sans Fabrique d'Aliment à la Ferme ni traitement des déjections.

05. Europe

L'objectif de ces jeunes agriculteurs est de diversifier les assolements.

Roumanie: un potentiel agricole qui reste à exploiter

Parmi les ex-PECO, la Roumanie (avec la Pologne) est le pays qui possède certainement le plus gros potentiel agricole. La densité agricole y est la plus élevée dans l'Union Européenne, pourtant les 4 millions de fermes ne parviennent pas encore à valoriser les atouts agronomiques, climatiques et géographique de cet ancien grenier à blé du bloc communiste. Le développement rural reste un enjeu majeur pour le gouvernement roumain. Dacian Ciolos, l'ancien commissaire à l'agriculture de la Commission Européenne en est convaincu et s'active pour une relance de l'économie roumaine grâce en partie aux réserves de productivité du secteur agricole.

Le retour à la terre des jeunes diplômés

À la suite de la révolution de 1989 et de la chute de Ceausescu, un vent de libéralisme a vu l'émergence de grandes fermes capitalistes orientées sur la production de matière premières notamment céréalières alors que la grande majorité des exploitations ne parviennent pas à sortir d'un état de sous-développement. Pourtant une nouvelle frange d'agriculteurs roumains, plutôt entrepreneurs, voit le jour en s'orientant vers des productions à destination du marché domestique ou dans les productions végétales, copiant ainsi le modèle des fermes capitalistes. Muger Fotescu exploite 280 hectares de terres noires au



La relève agricole Karla Fotescu et son père à Urziceni 100 km au nord est de Bucarest ainsi qu'Andrei Danaila qui exploite 400 ha près de la Moldavie.

nord est de Bucarest. Sa fille termine son diplôme d'ingénieur agricole et reprend l'exploitation. « Une grande partie de ma promotion choisit de revenir sur les terres familiales plutôt que de rejoindre des firmes de l'agrobusiness », explique Karla. Ailleurs Andréi s'associe avec son père céréalier et reprend une ferme de 220 hectares. Il faut dire que le potentiel des terres de la plaine du Danube offre des opportunités de croissance des rendements que cette jeune génération d'agronomes et diplômés d'école d'agriculture ont bien identifiées. L'objectif de ces jeunes agriculteurs est de diversifier les assolements en contractant certaines cultures et d'améliorer les itinéraires techniques. L'agrandissement de leurs exploitations hors cadre familial est cependant contrarié par l'inflation du prix des terres qui atteint 10000 € l'hectare pour les meilleures lots. Il est loin le temps de l'eldorado des fermes céréalières à bas coûts des années 1990, pour lesquelles les investisseurs de l'Europe de l'ouest se précipitaient.

Il reste à construire une filière agroalimentaire.

51% de produits roumains dans les commerces

Depuis 2016, la loi impose que 51% de l'offre alimentaire des magasins soit d'origine roumaine. Cette réglementation même si elle semble difficile à appliquer, va booster les projets de productions locales. C'est ce que pense Cristian Lungu qui exploite 400 hectares à 45 minutes de la capitale. Il double son troupeau laitier pour atteindre 80 vaches dont le lait est totalement commercialisé via des distributeurs de lait frais installés dans Bucarest. On en compterait actuellement près de 300 dans la capitale, approvisionnés tous les jours par une quarantaine de fermes laitières. Cristian veut aussi profiter de l'engouement des consommateurs roumains à bon pouvoir d'achat pour proposer beurre, crème fraîche, et fromage en valorisant le lait de ses vaches. Dans un pays où la fibre rurale est encore tenace,

des jeunes, diplômés souvent, sont tentés de reprendre la ferme familiale pour orienter leurs productions vers plus de valeur ajoutée. C'est ce que constate Camelia TOMA chercheuse à l'institut d'agriculture de Bucarest.

Le secteur de la transformation, parent pauvre de l'économie rurale

Cependant, entre les grandes fermes exportatrices de matières premières et le mouvement de circuit court naissant, il reste à construire une filière agroalimentaire basée sur la valorisation des productions nationales. C'est sur cette industrie à construire que tous les efforts doivent porter pour créer la valeur ajoutée qui sera en partie redistribuée aux producteurs. Ce cercle vertueux générerait un gisement de richesses qui participerait à la croissance globale de l'économie roumaine mais aussi au développement des territoires.



Tour de plaine en début de printemps blé, orge ont belle allure. Le maïs et le tournesol sont tout juste semés dans une terre noire extrêmement riche.

Le lien fort de la population roumaine à la ruralité offre des perspectives encourageantes pour l'avenir.

L'avenir des fermes d'autosuffisance en question

À l'autre bout de la sphère productive, la question de l'avenir des milliers de fermes ne participant pas ou peu à la production alimentaire se trouve posée. La surface moyenne n'est que de 3,5 ha et le secteur agricole concentre encore 30% de la population active. Les aides européennes sont orientées en partie vers les territoires ruraux peu productifs. Il faudra pourtant aider au développement de ceux qui ont un projet plus économique et accompagner socialement les agriculteurs qui n'ont aucun avenir économique pour éviter un exode rural massif.

Après des années de flottement, il semble que les derniers gouvernements ont pris la mesure du potentiel économique que représente l'économie agricole et agroalimentaire pour la Roumanie.



Cette prise de conscience politique associée au lien fort de la population roumaine à la ruralité offre des perspectives encourageantes pour l'avenir d'une Roumanie, plus que jamais engagée dans l'Union Européenne.



Jacques MATHÉ
jmathe@pch.cerfrance.fr



Conseil National du réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75 015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication: Christophe Lambert

Directeur de la rédaction: Philippe Boullet

Rédacteur en chef: Marc Varchavsky

Membres du comité de rédaction: Fabien Balzeau, Fabien Barrabé, Philippe Boullet, Anne Bras, Michel Debernard, Christine Huppert, Thierry Lemaitre, Jacques Mathé, Jean-Yves Morice, Martine Poupard, Pierre-Gérard Pouteau, Marc Varchavsky, Nathalie Velay.

Réalisation: Les P'tits Papiers

Crédit photo: © Fotolia